



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2012-2013

CG/vg

P.V. FI 40

## Commission des Finances et du Budget

### Procès-verbal de la réunion du 05 juillet 2013

#### Ordre du jour :

1. 6471 Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et
  - portant transposition de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et modifiant les directives 2003/41/CE et 2009/65/CE ainsi que les règlements (CE) n° 1060/2009 et (UE) n° 1095/2010;
  - portant modification:
    - de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
    - de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;
    - de la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR);
    - de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep);
    - de la loi du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle;
    - de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
    - de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
    - de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
    - de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;
    - de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
    - du Code de commerce;
    - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
    - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial;
    - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934;
    - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;
    - de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
  - Rapporteur : Monsieur Gilles Roth
  - Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat
  - Présentation et adoption d'un projet de rapport
2. 6398 Projet de loi portant modification de:
  - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
- Rapporteur : Monsieur Norbert Hauptert
- Présentation de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

3. Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 17 janvier et 25 juin 2013
4. Divers

\*

Présents : M. Marc Angel remplaçant M. Alex Bodry, M. Fernand Boden, M. Fernand Etgen, M. Norbert Hauptert, M. Marc Lies, M. Roger Negri, M. Gilles Roth

M. Luc Frieden, Ministre des Finances

M. Georges Heinrich, Directeur du Trésor  
 Mme Isabelle Goubin, du Ministère des Finances  
 M. Daniel Ruppert, du Ministère de la Justice  
 Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. François Bausch, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Lucien Lux, M. Claude Meisch

\*

Présidence : M. Roger Negri

\*

# **1. 6471 Projet de loi relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (...)**

Le rapporteur présente le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat signale que même si l'amendement proposé n'est pas contraire au délai de droit commun d'entrée en vigueur des actes législatifs et réglementaires, il préconise, sauf en cas d'urgence exceptionnelle risquant de mettre en jeu les intérêts vitaux du pays, de renoncer à des délais d'entrée en vigueur inférieurs au délai usuel. En effet, l'absence de délai entre la publication et la prise d'effet d'une norme juridique revient à la limite à ignorer le principe de non-rétroactivité des effets des lois et règlements, alors que ceux-ci produisent leurs effets dès avant que matériellement l'administré ou le justiciable aient pu en prendre connaissance. Il propose en conséquence de s'en tenir au délai de droit commun d'entrée en vigueur des actes législatifs et réglementaires qui est de quatre jours à compter de la publication de la loi au Mémorial.

La COFIBU décide de ne pas suivre le Conseil d'Etat et de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi au jour de sa publication au Mémorial.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité.

**2. 6398   Projet de loi portant modification de:**  
- la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;  
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Le rapporteur présente l'avis complémentaire du Conseil d'Etat et le projet de rapport.

Suite à l'intervention d'un membre de la Commission, il est décidé de rajouter les deux phrases suivantes à la page 4 du projet de rapport :

« Il a été noté par ailleurs que l'amortissement d'une partie du capital de ces infrastructures n'implique pas à lui seul une réinjection de nouveau capital. »

« Il a cependant été décidé que le contrôle des réviseurs et experts comptables se limite à la situation financière des entreprises de courtage. »

Le projet de rapport ainsi modifié est ensuite adopté par 6 voix pour et une abstention (M. Fernand Etgen).

**3.           Adoption des projets de procès-verbal des réunions des 17 janvier et 25 juin 2013**

Les projets de procès-verbal sont adoptés.

**4.           Divers**

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 5 juillet 2013

La secrétaire,  
Caroline Guezennec

Le Vice-Président,  
Roger Negri